

Les Echos

11/02/2026

À quoi servent les 1.672 milliards d'euros de dépense publique ?

En 2024, 41 % des dépenses publiques ont été allouées à la protection sociale, selon une étude publiée ce jeudi par l'Insee. Sur dix ans, c'est toutefois le budget consacré à la santé qui a le plus augmenté.

En 2024, 693 milliards d'euros, soit 41 % de toute la dépense publique, sont allés à la protection sociale.

Par [Nathalie Silbert](#)

Publié le 5 févr. 2026 à 17:09 Mis à jour le 6 févr. 2026 à 08:25

L'utilisation de l'argent public est au coeur des débats parlementaires et des préoccupations des citoyens, souvent critiques sur l'usage qui en est fait. Dans une note publiée ce jeudi, l'Insee rappelle de manière pédagogique comment les deniers publics ont été dépensés en 2024.

Cette année-là, stimulée par l'inflation, la dépense publique a augmenté de 4 %, soit plus vite que la croissance du PIB en valeur (+3,3 %), pour s'élever à 1.672 milliards d'euros, soit 57 % du PIB.

La protection sociale, premier poste de dépense

Sur ce montant, 693 milliards d'euros, soit 41 % de toute la dépense publique, sont allés à la protection sociale. Premier poste de dépense, c'est aussi celui qui a crû le plus vite avec une progression des dépenses de 35 milliards d'euros pour la seule année 2024, équivalente à une hausse de 5,3 %.

Le montant consacré aux pensions de retraite a bondi de 6,2 %, ce qui a représenté un coût supplémentaire de 23 milliards. Les dépenses en pensions de réversion et de veuvage ont augmenté de 2 milliards, précise encore l'Insee.

La santé est le deuxième poste de dépenses : 261 milliards d'euros (16 % du total) lui ont été alloués, soit une hausse de 11 milliards par rapport à 2023, portée par la revalorisation des rémunérations des personnels hospitaliers et la forte demande des prestations marchandes.

Viennent ensuite, loin derrière, les services généraux - 181 milliards d'euros - et le soutien aux affaires économiques, qui recouvrent les [aides aux entreprises](#) et aux ménages - 166 milliards. Les dépenses consacrées à ce dernier poste ont baissé de 12 milliards d'euros avec l'arrêt des boucliers tarifaires déployés pendant la crise énergétique. « Cette réduction est toutefois contrebalancée par

une augmentation de 4 milliards d'euros des subventions pour soutenir le réseau électrique, les énergies renouvelables », indique l'Insee.

L'enseignement se situe au cinquième rang des dépenses publiques, avec 149 milliards d'euros (soit 9 % du total), en hausse de 7 milliards sur un an. Par ailleurs, 54 milliards ont été dédiés à la défense en 2024.

Lire aussi :

Au même moment, le coût de la dette s'est accru avec la dérive des finances publiques et la remontée des taux d'intérêt. La charge d'intérêt a ainsi atteint 60 milliards d'euros, soit là aussi 7 milliards de plus que l'année précédente.

Le paiement des intérêts vient ainsi progressivement prendre le pas sur d'autres postes de dépenses, comme [s'en est ému récemment le rapporteur général du Budget au Sénat](#), Jean-François Husson.

Les priorités ont changé

Si ce classement ne réserve pas de grandes surprises, l'évolution de l'allocation des dépenses de l'Etat montre comment les priorités ont changé en dix ans.

Au sein des dépenses publiques, c'est le budget alloué à la santé qui a le plus augmenté, passant de 14,3 % du total à 15,6 %. En dix ans, le coût pour l'Etat a gonflé de 82 milliards d'euros.

En hausse de 45 % sur la période, les [dépenses de santé](#) ont crû plus vite que le PIB en France (+36 %). La crise sanitaire a laissé des traces. L'envolée des dépenses qu'elle a entraînée ne s'est pas résorbée ensuite, indique l'Insee.

La part de la défense s'est également accrue de 0,4 point. Le secteur a vu ses moyens progresser de près de 8 % par an à partir de 2021 grâce à la loi de programmation militaire. En 2024, les dépenses de défense représentaient ainsi 1,9 % du PIB, soit 0,2 point de plus qu'en 2021.

Entre 2014 et 2024, la part de la protection sociale dans les dépenses de l'Etat a, en revanche, diminué de 0,5 point, selon l'Insee. Sur la période, les dépenses ont progressé de 31 %, soit moins vite que la production du pays.

Les évolutions ont toutefois été variées selon les branches. La part des dépenses liées à la famille et au chômage a diminué. L'Institut de la statistique pointe en revanche une « relative stabilité » du poids des dépenses de retraite (+0,2 %). A contrario, le poids des dépenses liées à la maladie et à l'exclusion sociale a augmenté sur la période.

Nathalie Silbert